

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE PORTUGAISE INTENSIFIE LA LUTTE

Les salariés refusent de payer la facture de la crise

Les salariés de l'administration publique portugaise, de la centrale à la locale, de la santé à l'enseignement, de la justice au secteur entrepreneurial de l'État, ont intensifié, depuis le début de l'année, la lutte contre les politiques du gouvernement de majorité socialiste qui porte atteinte à leurs droits.

Le 5 février 2010, les syndicats affiliés à la centrale syndicale CGTP-IN, qui intègrent un front commun de négociation et d'action revendicative de l'Administration publique, ont rassemblé plus de 50 000 manifestants à Lisbonne. Une protestation qu'ils ont fortement renforcée le 4 mars, lors d'une puissante grève nationale à laquelle se sont joints les syndicats affiliés à l'autre centrale syndicale, de tendance réformiste, l'UGT.

Les protestations ne vont pas s'arrêter là car les syndicats de la CGTP-IN ont déjà prévu plusieurs actions de lutte à mettre en œuvre au mois de mars, en avril et en mai.

La rhétorique de la crise

La crise, encore et toujours, le déficit, encore et toujours, sont des arguments récurrents et obsolètes, plus qu'épuisés, repris sans cesse par le gouvernement portugais pour justifier le gel des salaires qu'il veut imposer jusqu'en 2013, voire, une nouvelle réduction des droits de départ et mise à la retraite.

Les syndicats affirment que la crise a été déclenchée par l'avidité de profit des banquiers et du grand capital, c'est-à-dire ceux à qui le gouvernement a remis des millions d'euros, hypothéquant ainsi le pays et les générations futures, sans la moindre préoccupation envers le déficit public.

D'autre part, les syndicats relèvent qu'entre 2000 et 2009, les salariés de l'Administration publique ont dû subir une réduction brutale de leur pouvoir d'achat, soit, en moyenne, environ six pour cent, réalité que le Conseil économique et social portugais reconnaît et souligne lui-même lorsqu'il recommande au gouvernement de ne pas geler les salaires dans ce secteur.

Lutter pour changer de cap

Le gouvernement portugais, réélu récemment lors d'élections législatives, est supporté à l'Assemblée Nationale par le Parti Socialiste et est déjà la cible d'une forte contestation. Les syndicats l'accusent de mener une politique qui va de pair avec les objectifs de la droite et les grands intérêts capitalistes.

Les attaques aux droits des salariés sont récurrentes, tant par l'actuel gouvernement (qui entame son deuxième mandat mais, désormais, sans majorité absolue, qu'il a perdue lors des dernières élections) que de la part des gouvernements qui l'ont précédé et qui ont dirigé le pays au cours des dernières décennies.

Parmi les méfaits menés à bien à l'encontre des salariés, on peut mettre l'accent sur :

- ⇒ les politiques de contention des salaires et de réduction des droits de départ et mise à la retraite (par la diminution des pensions et l'augmentation de l'âge de la retraite),
- ⇒ la destruction de la titularisation et du système de carrières professionnelles,
- ⇒ l'introduction d'un système d'évaluation de la performance injuste qui repose sur l'attribution de quotas ce qui, en pratique, empêche l'évolution professionnelle des fonctionnaires publics portugais.

Pour toutes ces raisons, les syndicats et les salariés affirment qu'il est nécessaire de changer de cap et revendiquent l'adoption de véritables politiques alternatives de gauche qui respectent les citoyens, qui promeuvent l'emploi et les droits, qui valorisent les salaires, qui encouragent l'investissement public et les services publics de qualité pour tous comme facteur de modernité, de progrès, de démocratie et de justice sociale.